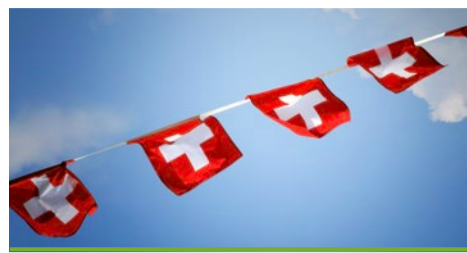


union suisse
des paysans

DÉFENSE PROFESSIONNELLE

CONFÉRENCE DES PARLEMENTAIRES AGRICOLES Comme à l'accoutumée, la Conférence des parlementaires agricoles s'est réunie au premier jour de la session. La participation a été très forte. Ceci est certainement lié aux thèmes qui seront traités durant la session, notamment le budget 2025 de la Confédération. L'objectif est de corriger les diminutions annoncées pour l'agriculture et le crédit cadre agricole pour les années 2026 à 2029. Il a également été discuté de la campagne à mener contre l'initiative pour la responsabilité environnementale qui sera soumise en votation le 9 février prochain. L'USP a également reçu 30 futurs maîtres agriculteurs de Suisse romande au Parlement. Ils ont eu l'occasion de discuter de la future politique agricole avec des parlementaires romands.

RENCONTRE AVEC BIO SUISSE, ALDI ET EMMI L'USP a discuté avec Bio Suisse de la question de la régulation des nouvelles techniques de sélection variétale. Cette thématique sera approfondie dès que le Conseil fédéral ouvrira la consultation sur cet objet. Les échanges ont également porté sur les finances fédérales, la PA30+, la situation des marchés et la position sur l'initiative végi. Lors des discussions avec la direction d'Aldi, la situation économique de l'agriculture et du commerce de détail, la situation sur les marchés et les dossiers politiques actuels. Aldi a, une fois de plus, assuré que son offensive pour diminuer les prix à la consommation ne se fera pas au détriment des fournis-



Les inscriptions pour organiser le Brunch du 1^{er} Août sont ouvertes.

seurs. Avec Emmi, c'est la situation actuelle du marché laitier, la perspective de l'industrie laitière suisse et les principaux thèmes politiques qui ont été abordés.

TFA DANS LES EAUX SOUTERRAINES Ces dernières semaines, les polluants éternels (PFAS), en particulier les résidus d'acide trifluoroacétique (TFA), ont fait parler d'eux. Les principales sources de TFA sont les agents frigorifiques et moussants. Mais pas seulement: la dégradation de produits phytosanitaires (surtout flufenacet et fluzinam) forme des TFA. En Suisse, la répartition des TFA dans les eaux souterraines montre une corrélation avec le développement des zones urbanisées et industrielles, alors que des zones agricoles plus intensives comme la plaine du Rhin sont moins concernées. L'USP a préparé une base de communication à l'intention de ses membres.

VIDÉO SUR LA THÉMATIQUE DES BETTERAVES Noël rime avec biscuits! Et pour en faire des

bons, il faut du sucre. La nouvelle vidéo (en allemand) de Paysannes et paysans suisses montre le chemin de la betterave au sucre avec le producteur Martin Flury.

BRUNCH DU 1^{er} AOÛT SUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES La préparation du Brunch du 1^{er} Août 2025 va bientôt commencer. De nombreuses exploitations sont recherchées pour participer à cette manifestation qui contribue à tisser des liens entre la ville et la campagne. Les petits brunchs sont également les bienvenus. Inscriptions sous: www.portailpaysans.ch

AGRISANO À L'AGRAMA Agrisano était présente avec un stand à l'Agrama de Berne, la plus grande foire suisse pour le matériel agricole, forestier et communal. Agrisano a, en collaboration avec les antennes régionales, présenté les différentes prestations pour les familles paysannes.

NOTE DE LA SEMAINE Le Contrôle fédéral des finances a publié les montants définitifs des dépenses pour les campagnes de votation sur l'initiative biodiversité. Les initiateurs ont déboursé 4,1 millions de francs pour soutenir l'initiative, à croire qu'ils nagent dans l'argent, alors que la campagne contre l'initiative conduite par l'USP a coûté moitié moins (2 millions de francs). Le fait que l'initiative ait clairement été rejetée par la population avec 63% de non est d'autant plus réjouissant.

USP-AGORA

STATISTIQUES

Les revenus du travail de l'élevage laitier en baisse

Selon Agroscope, le revenu horaire moyen dans la branche «vaches laitières» est de 15 francs.

Les revenus du travail dans l'agriculture par unité de main-d'œuvre familiale ont baissé par rapport aux années précédentes en raison de la hausse des coûts et des taux d'intérêt, comme le montre le dépouillement centralisé d'Agroscope jusqu'en 2023.

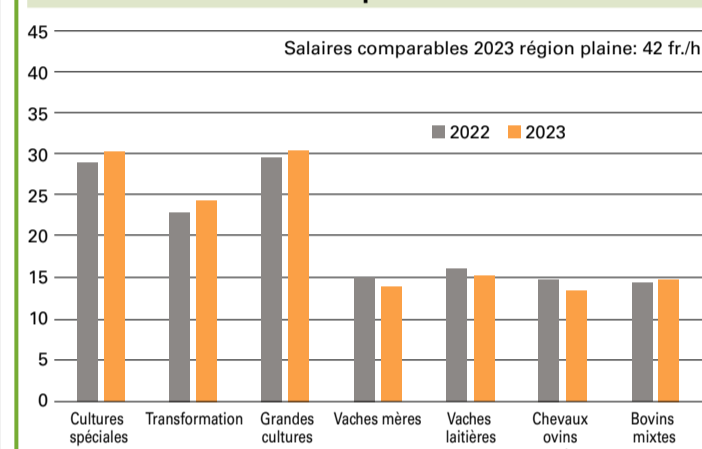
Le revenu horaire moyen dans la branche «vaches laitières» est de 15 francs. Il est très bas par rapport à la production végétale et au reste de l'économie, où les salaires ont augmenté. De son côté,

le salaire comparable avec le reste de l'économie s'élevait à 42 francs en 2023, contre 40 francs en 2022. Le nombre d'heures de travail généralement plus élevé dans l'agriculture est pris en compte.

La disparité est grande entre les exploitations et les régions. L'élevage laitier reste une branche très importante, car la charge de travail est élevée et permet de générer un revenu continu. Ces faits doivent également être pris en compte lors des discussions sur la durabilité sociale, la négociation des prix, la politique agricole et l'optimisation des exploitations.

THOMAS REINHARD,
PRODUCTEURS SUISSES
DE LAIT (PSL)

Les revenus du travail de l'agriculture suisse en fr./unité de main-d'œuvre familiale et par heure



Calculé avec 2800 heures de travail par an pour l'agriculture, et 1974 heures de travail par an pour les salaires comparables.

Source: Dépouillement centralisé des données comptables, Agroscope.

Brève

L'USP et le PS exigent des règles

L'Union suisse des paysans (USP) et le Parti socialiste veulent des règles contraignantes contre la falsification de signatures pour des initiatives populaires et des référendums. Ils ont donc quitté la table ronde mise sur pied par la Chancellerie fédérale. «Nous regrettons vivement que la Chancellerie fédérale n'ait pas été disposée à examiner des mesures efficaces et contraignantes», affirment le directeur de l'USP Martin Rufer et le secrétaire général du PS Tom Cassee dans une lettre commune. Keystone-ATS a obtenu une copie de ce document, révélé par le Tages-Anzeiger. Selon le quotidien zurichois, la fâchère des paysans et le PS n'ont pas participé à la troisième réunion de la table ronde. L'USP et le PS exigent l'interdiction de la récolte rémunérée de signatures ou au minimum des dispositions contraignantes permettant d'assurer la transparence sur le nombre de signatures récoltées de cette manière.

(COMM.)

agrisano

ASSURANCES

CANCER Le risque de développer un cancer du sein ou de l'intestin augmente à partir de 50 ans. Le dépistage précoce contribue à accroître les chances de guérison tout en permettant de recourir à des thérapies moins lourdes. Plusieurs Cantons proposent des programmes spécifiques, mais cela n'est pas le cas partout.

Un programme de dépistage précoce vise à offrir des examens à un groupe de population qui ne présente pas de symptômes d'une maladie définie. La détection précoce des cancers permet non seulement d'améliorer les perspectives de guérison, mais aussi de mettre en œuvre des thérapies moins agressives. L'utilité des programmes de dépistage précoce pour le cancer du sein et le cancer de l'intestin est étayée par des études scientifiques.

Selon la Ligue suisse contre le cancer, environ 6500 femmes sont diagnostiquées chaque année avec un cancer du sein en Suisse, ce qui en fait le cancer le plus fréquent dans cette population. Dans 80% des cas, le diagnostic concerne des patientes âgées de 50 ans ou plus. Décélées à un stade précoce, les tumeurs restent lo-

calisées, alors que plus tard elles se développent et peuvent former des métastases. Il est dès lors recommandé aux femmes à partir de 50 ans de se soumettre tous les deux ans à une mammographie, un examen radiographique des seins spécifique qui permet de détecter les tumeurs.

Le cancer de l'intestin, aussi appelé cancer colorectal, est le troisième cancer le plus fréquent en Suisse, avec environ 4500 nouveaux cas par année. Il touche principalement les personnes de plus de 50 ans. Sans dépistage précoce, deux personnes sur 100 en décèdent avant l'âge de 80 ans. En revanche, un dépistage précoce régulier fait chuter ce chiffre à environ un sur 100. Détecté à un stade précoce, le cancer de l'intestin offre généralement une issue favorable. Les principaux examens utilisés à cet effet sont le test de sang occulte dans les selles et la coloscopie.

Comme tout examen médical, les tests de dépistage peuvent donner des résultats faussement positifs, entraînant des examens complémentaires en fin de compte inutiles. Toutefois, un résultat normal est pour beaucoup rassurant. À l'aune des connaissances actuelles, les avantages l'emportent sur les

inconvenients. C'est pourquoi la Ligue suisse contre le cancer recommande et soutient les programmes de dépistage précoce, qui sont réalisés selon les directives européennes de qualité.

La participation à un programme de dépistage de son canton de domicile n'entraîne aucun coût au-delà de la quote-part de dix pour cent. Les autres frais, par exemple ceux liés à une mammographie, sont couverts par l'assurance de base. En l'absence de programme cantonal, l'assurance de base rembourse les examens après déduction de la franchise et de la quote-part. L'assurance complémentaire AGRISANO prend en charge 90% des coûts des éventuels examens préventifs supplémentaires désirés, dans la limite de 500 francs par année civile.

Les conseillères et les conseillers des agences de conseil en assurances agricoles, lesquelles sont rattachées aux chambres cantonales d'agriculture, de même que le personnel du service de conseil d'Agrisano à Brugg se tiennent à votre disposition pour répondre à vos questions.

AGRISANO

www.agrisano.ch

PARLEMENT

Les sénateurs épargnent l'agriculture dans le budget

Les agriculteurs ne devront pas subir de coupes en 2025. Comme le Conseil national, le Conseil des États a largement refusé lundi de réduire leurs paiements directs dans le budget de la Confédération.

Le Conseil fédéral prévoyait de réduire les paiements directs au budget 2025. Il avait déjà atténué les coupes envisagées, après des critiques en consultation, pour une baisse de 42 millions de francs.

Mais les sénateurs n'ont pas voulu sabrer dans ce poste budgétaire. Ils ont décidé tacitement une hausse de 42 millions de francs, pour maintenir les paiements directs au même niveau qu'en 2024, à quelque 2,8 milliards pour 2025. Tout comme les députés, ils ont aussi décidé d'augmenter les montants dédiés à la promotion des ventes de produits agricoles (+4,8 millions).

Pas d'aide en plus pour la betterave

Les sénateurs ont en revanche refusé, par 22 voix contre 17, une proposition

d'augmenter d'un million l'aide à la production de betteraves sucrières.

Vaccins pris en charge

Au vu de l'urgence de la situation et à titre unique, les coûts des vaccins contre la fièvre catarrhale du mouton et la maladie hémorragique épidémiologique seront pris en charge à hauteur de 10 millions de francs.

Contrairement au Conseil national, les sénateurs n'ont en revanche pas voulu allouer 12,5 millions de francs supplémentaires à la politique régionale.

ATS

PUBLICITÉ

Pour plus d'informations, contactez votre concessionnaire LEMKEN ou votre représentants LEMKEN:
Vanessa Peterhans (f/d), Tél. : 079 824 32 80, Email: v.peterhans@lemken.com
Andreas Rutsch (d), Tél. : 079 606 00 05, Email: a.rutsch@lemken.com

LEMKEN THE AGROVISION COMPANY